

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Fonction publique, le 9 août 1995, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités", a donné le 21 août 1995 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 9 augustus 1995 door de Minister van Ambtenarenzaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel", heeft op 21 augustus 1995 het volgend advies gegeven :

EXAMEN DU PROJET.Préambule.Alinéa 1er.

Tant l'article 10, § 1er, que l'article 18 de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents de ces autorités servent de fondement à l'arrêté en projet.

L'alinéa doit, en conséquence, être complété de manière à faire apparaître ce double fondement légal.

Les mots "notamment l'article 18;" seront, à cet effet, remplacés par les mots "notamment l'article 10, § 1er, modifié par la loi du 19 juillet 1983 et l'article 18;".

Alinéa 2.

Il y a lieu, conformément à l'usage, de compléter la référence à l'arrêté sujet à modification par la mention expresse de la disposition que l'arrêté en projet tend à modifier.

Les mots "modifié par les arrêtés royaux des 17 juillet 1985, 7 octobre 1987, 29 mai 1989, 2 juin 1989, 2 août 1990, 31 octobre 1990, 10 septembre 1991, 18 novembre 1991 et 25 mai 1992;" seront, à cet effet, remplacés par les mots "notamment l'article 44, modifié par l'arrêté royal du 17 juillet 1985;".

Dispositif.Article 1er.

Le texte du nouvel article 44 en projet doit être présenté de la manière suivante :

"Art. 44. Le chef du service ... (la suite comme au projet)".

Article 2.

La phrase liminaire serait encore mieux rédigée comme suit :

"Dans le titre VI du même arrêté, il est inséré un chapitre VII "Dispositions relatives à la protection de certains délégués syndicaux", comprenant les articles 88 à 90 (1), abrogés par l'arrêté royal du 18 novembre 1991 et rétablis dans la rédaction suivante :".

Article 88 en projet.Paragraphe 1er.

1. A l'alinéa 1er, il y a lieu d'écrire : "... s'élève à cent ou moins, plus de cent, ..." pour ne pas

(1) Voir la proposition visant à faire de l'article 89, § 10, en projet, un article 90.

exclure l'hypothèse dans laquelle l'effectif serait de cent membres du personnel engagés sous contrat de travail.

Dans le même alinéa, il y a lieu d'écrire : "... un dirigeant responsable par organisation syndicale représentative ...".

Pour la bonne compréhension du projet on notera que sont considérées comme représentatives, les organisations syndicales qui siègent au comité de secteur ou dans un comité particulier du même ressort.

En outre, le texte néerlandais du début de cet alinéa devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Le texte néerlandais de l'alinéa 3, in fine, devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

3. A l'alinéa 5, dans le texte français, les mots "cet arrêté" figurant à la cinquième ligne doivent être remplacés par les mots "le présent arrêté".

.../...

Paragraphe 2.

1. L'alinéa 1er de ce paragraphe serait mieux rédigé comme suit :

"Le nom et, éventuellement, le grade du membre du personnel désigné sont, en même temps que l'identité du service public qui l'emploie, communiqués par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception".

2. A l'alinéa 2, il n'est pas heureux de prévoir que le membre du personnel désigné jouit de la protection prévue par l'article 89 en projet dès réception de la lettre de désignation par le président du comité supérieur de concertation car, à ce moment, le service public qui l'emploie n'a pas encore été averti de la désignation et pourrait, de bonne foi, avoir décidé de licencier ce membre du personnel.

Le fonctionnaire délégué admet que le texte doit être revu.

3. Le fonctionnaire délégué n'a pu expliquer l'utilité des alinéas 3 et 4. On n'aperçoit pas, d'une part, pourquoi l'organisation syndicale qui a désigné le délégué absent depuis plus de six mois n'utiliserait pas la faculté de remplacement prévue au paragraphe 1er, alinéa 4, ni, d'autre part, de quel motif d'absence il peut s'agir.

.../...

Paragraphe 3.

Il résulte des termes de l'alinéa 1er du paragraphe 2 de la disposition en projet que le président du comité supérieur de concertation est appelé à obtenir communication du nom et, éventuellement, du grade du membre du personnel désigné.

Le souci de concordance des textes et la cohérence même du système mis en place requièrent que le mot "éventuellement" soit inséré entre les mots "le nom et" et "le grade".

Paragraphe 4.

Les mots "visés à l'article 88, § 1er, alinéa 3." doivent être remplacés par les mots "visés au paragraphe 1er, alinéa 3.".

Paragraphe 5.

Il y a lieu de remplacer les mots "conformément à l'article 88, § 1er." par les mots "conformément au paragraphe 1er.".

Article 89 en projet.

Ce article qui compte dix paragraphes est trop long; il est suggéré de faire du paragraphe 10, qui a trait à un objet différent, un article 90, ce qui présenterait en

.../...

outre l'avantage de rétablir une numérotation continue dans l'arrêté royal du 28 septembre 1984.

Paragraphe 3.

Il y a lieu de remplacer le mot "à" séparant les chiffres 41 et 42 par le mot "et".

Paragraphe 4.

Les mots "du présent article" figurant à la fin de l'alinéa 2 sont superflus et doivent, en conséquence et conformément à l'usage, être omis.

Paragraphe 5.

Il y a lieu de remplacer le mot "vicie" par le mot "vicient".

Le mot "présente" est superflu et doit, en conséquence, être omis.

Paragraphe 10 (devenant l'article 90 (nouveau) en projet).

1. La phrase introductive de l'article 90 en projet doit être rédigée comme suit :

"Art. 90. La procédure établie par l'article 89 n'est pas applicable : ... (la suite comme au projet sous réserve de

.../...

remplacer au 1^o les mots "en question" par le mot "concerné)".

2. Au 3^o, la formule "à la suite d'une initiative d'une autorité supérieure" manque de précision. Qu'est-ce qu'"une autorité supérieure" ? La question reste en suspens.

Article 3.

La disposition en projet doit être rédigée comme suit :

"Art. 3. L'article 1er entre en vigueur le jour de la publication du présent arrêté au Moniteur belge.

L'article 2 entre en vigueur le premier jour du mois qui suit la publication du présent arrêté au Moniteur belge".

Article 4.

Le projet est dépourvu d'une disposition transitoire visant à organiser la première désignation de membres du personnel protégés. Il en résulte, compte tenu de l'article 88, §§ 4 et 5, en projet, que les premières désignations ne pourraient intervenir au plus tôt qu'en octobre 1996.

Le fonctionnaire délégué a admis que le projet doit être complété sur ce point.

Dans ce cas, l'article 4 du projet en devient l'article 5.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.Aanhef.Eerste lid.

Zowel artikel 10, § 1, als artikel 18 van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel leveren de rechtsgrond op van het ontworpen besluit.

Het lid moet bijgevolg worden aangevuld om die tweevoudige rechtsgrond duidelijk tot uiting te laten komen.

Daartoe dienen de woorden "inzonderheid op artikel 18" vervangen te worden door de woorden "inzonderheid op artikel 10, § 1, gewijzigd bij de wet van 19 juli 1983 en op artikel 18;".

Tweede lid.

Zoals gebruikelijk is, dient de verwijzing naar het te wijzigen besluit te worden aangevuld met de uitdrukkelijke vermelding van de bepaling waarvan het ontworpen besluit de wijziging beoogt.

De woorden "gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juli 1985, 7 oktober 1987, 29 mei 1989, 2 juni 1989, 2 augustus 1990, 31 oktober 1990, 10 september 1991, 18 november 1991 en 25 mei 1992;" moeten daartoe vervangen worden door de woorden "inzonderheid op artikel 44, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 juli 1985;".

.../...

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

De tekst van het nieuwe ontworpen artikel 44 moet als volgt worden ingericht :

"Art. 44. Het hoofd van de dienst ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 2.

De inleidende volzin zou nog beter als volgt worden gesteld :

"In titel VI van hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk VII ingevoegd "Bepalingen betreffende de bescherming van sommige vakbondsafgevaardigden" waarin de artikelen 88 tot 90 (1) worden opgenomen die opgeheven zijn door het koninklijk besluit van 18 november 1991 en hersteld worden in de volgende lezing :".

(1) Zie het voorstel om van het ontworpen artikel 89, § 10, een artikel 90 te maken.

Ontworpen artikel 88.Paragraaf 1.

1. In het eerste lid schrijve men : "... honderd of minder, meer dan honderd, ..." om het geval niet uit te sluiten waarin de bezetting honderd personeelsleden in dienst genomen op grond van een arbeidsovereenkomst zou bedragen.

In hetzelfde lid schrijve men : "... een verantwoordelijke leider per representatieve vakorganisatie ...".

Ter wille van de begrijpelijkheid van het ontwerp zij er op gewezen dat als representatief worden beschouwd de vakorganisaties die zitting houden in het sectorcomité of in een bijzonder comité van hetzelfde gebied.

Bovendien zou het beter zijn aan het begin van dit lid te schrijven :

"Naar gelang het aantal personeelsleden die op grond van een arbeidsovereenkomst in dienst genomen zijn in de gezamenlijke overheidsdiensten ...".

2. In het derde lid schrijve men aan het einde : "... die welke bestond op 30 juni van het jaar voor dat waarin de in het eerste lid bedoelde mededeling is geschied".

.../...

3. Het vijfde lid zou beter als volgt worden gesteld :

"Enkel de personeelsleden die ononderbroken op grond van een arbeidsovereenkomst sedert ten minste twee jaar op de datum van de verzending van de in § 2 bedoelde brief tewerkgesteld zijn geweest in de overheidsdiensten waarop dit besluit van toepassing is, kunnen worden aangewezen".

Paragraaf 2.

1. Het zou beter zijn het eerste lid van deze paragraaf als volgt te stellen :

"De naam en eventueel de graad van het personeelslid worden terzelfder tijd als de identiteit van de overheidsdienst die het tewerkstelt, meegedeeld bij ter post aangetekende brief met bericht van ontvangst".

2. In het tweede lid is het niet erg geslaagd te bepalen dat het aangewezen personeelslid de in het ontworpen artikel 89 bedoelde bescherming geniet zodra het de brief ontvangt waarin de voorzitter van het hoog overlegcomité het aanstelt, daar op dat tijdstip de overheidsdienst die het tewerkstelt nog niet in kennis is gesteld van de aanstelling en te goeder trouw zou kunnen hebben beslist om dat personeelslid te ontslaan.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de tekst moet worden herzien.

.../...

3. De gemachtigde ambtenaar heeft niet kunnen uitleggen wat het nut is van het derde en vierde lid. Het is niet duidelijk enerzijds, waarom de vakorganisatie die de sedert meer dan zes maanden afwezige afgevaardigde heeft aangesteld geen gebruik zou maken van de mogelijkheid van vervanging waarin paragraaf 1, vierde lid, voorziet en anderzijds om welke reden van afwezigheid het kan gaan.

Paragraaf 3.

Uit de bewoordingen van het eerste lid van paragraaf 2 van de ontworpen bepaling blijkt dat aan de voorzitter van het hoog overlegcomité de naam en eventueel de graad moet worden meegedeeld van het aangestelde personeelslid.

Ter wille van de overeenstemming van de teksten en de cohesie zelf van de opgezette regeling dient het woord "eventueel" te worden ingevoegd tussen de woorden "de naam en" en "de graad".

Paragraaf 4.

De woorden "bedoeld in artikel 88, § 1, derde lid" behoren te worden vervangen door de woorden "bedoeld in paragraaf 1, derde lid".

Paragraaf 5.

De woorden "overeenkomstig artikel 88, § 1" dienen te worden vervangen door de woorden "overeenkomstig paragraaf 1".

Ontworpen artikel 89.

Dit artikel, dat tien paragrafen bevat, is te lang; er wordt voorgesteld van paragraaf 10, die op een ander onderwerp betrekking heeft, een artikel 90 te maken, wat bovendien het voordeel zou bieden dat het koninklijk besluit van 28 september 1984 daardoor opnieuw een doorlopende nummering zou krijgen.

Paragraaf 3.

Tussen de cijfers 41 en 42 behoort het woord "tot" te worden vervangen door het woord "en".

Paragraaf 4.

Aan het slot van het tweede lid dienen de woorden "van dit artikel" overeenkomstig het gebruik als overbodig te vervallen.

Paragraaf 5.

Het woord "tast" behoort te worden vervangen door het woord "tasten".

Het is niet nodig het woord "deze" te gebruiken; dat woord behoort te worden vervangen door het woord "de".

Paragraaf 10 (die het ontworpen artikel 90 (nieuw) wordt).

1. De inleidende zin van het ontworpen artikel 90 behoort als volgt te worden gesteld :

.../...

"Art. 90. De procedure ingesteld door artikel 89 is niet van toepassing : ... (voorts als in het ontwerp, op voorwaarde dat in 4° de woorden "door afloop van de termijn of door voltooiing" worden vervangen door de woorden "door het verstrijken van de termijn of door het voltooiën" en in 6° wordt geschreven "Wanneer de overheid en het personeelslid het eens zijn om aan de overeenkomst een einde te maken)").

2. In 3° is de uitdrukking "als gevolg van een initiatief van een hogere overheid" niet nauwkeurig genoeg. Wat onder "een hogere overheid" wordt verstaan, blijft een open vraag.

Artikel 3.

De ontworpen bepaling behoort als volgt te worden gesteld :

"Art. 3. Artikel 1 treedt in werking de dag waarop dit besluit in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Artikel 2 treedt in werking op de eerste dag van de maand na die waarin dit besluit in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt".

.../...

Artikel 4.

Het ontwerp bevat geen overgangsbepaling die strekt tot de organisatie van de eerste aanwijzing van beschermde personeelsleden. Gelet op het ontworpen artikel 88, § 4 en § 5, volgt daaruit dat de eerste aanwijzingen ten vroegste in oktober 1996 kunnen plaatshebben.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat het ontwerp op dat punt behoort te worden aangevuld.

In dat geval wordt artikel 4 van het ontwerp artikel 5.

VG.

- 18 -

L. 24.607/2/V.

La chambre était composée de :

Messieurs
de Heren

P. TAPIE,

Y. KREINS,
P. HANSE,

P. GOTHOT,

J.-M. FAVRESSE,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

De kamer was samengesteld uit :

premier président,
eerste voorzitter,conseillers d'Etat,
staatsraden,assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,greffier,
griffier.

La concordance entre la
version française et la version
néerlandaise a été vérifiée sous
le contrôle de M. P. TAPIE.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par
M. B. DEROUAUX, premier auditeur.
La note du bureau de coordination
a été rédigée et exposée par
M. M. PAUL, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. B. DEROUAUX, eerste
auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd opgesteld
en toegelicht door de H. M. PAUL,
adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

P. TAPIE.

.../...